

GRÈVES DE 60... PRÉOCCUPATIONS D'AUJOURD'HUI

Amboldi Vanessa

Dans un contexte de déficit budgétaire de l'Etat évalué à 22 milliards, face aux cures d'austérité que s'infligent plusieurs de nos voisins européens, les préoccupations sont nombreuses... A quelle sauce les politiques ultralibérales qu'on nous impose vont-elles nous manger ? Quand cessera-t-on de nous faire payer les crises engendrées par le capitalisme ?

Ces interrogations, aujourd'hui dans toutes les têtes, étaient déjà d'actualité il y a 50 ans... Quand le gouvernement d'alors, mené par le social-chrétien Gaston Eyskens, a mis sur la table son projet de « Loi unique », la concrétisation d'«un programme d'austérité, d'économie et de discipline qui ferait appel à tous et à toutes les classes sociales».

Lorsque le projet de Loi unique arrive au Parlement, la grogne et l'inquiétude face à la récession et au chômage croissant couvent en effet depuis des semaines. Le secteur public se met en grève, rapidement suivi par le secteur privé. Le 20 décembre 1960, la grève générale éclate. Elle dure cinq semaines et touche tout le pays. Si le mouvement s'essouffle rapidement en Flandre, il se durcit en Wallonie où il prend une tournure insurrectionnelle. L'objectif, le retrait de la Loi unique, apparaît rapidement hors d'atteinte et s'y substitue celui, plus politique, des réformes de structures. André Renard, un des leaders du mouvement, porte des revendications régionalistes, reflet des préoccupations sur le déclin industriel wallon qui se profilait déjà à l'époque.

Le 23 janvier 1961, le mouvement cesse. Les affrontements avec la gendarmerie ont fait quatre morts. Les grévistes réintègrent les usines, conscients de la défaite, mais fiers de l'action qu'ils ont menée. La grève est un échec car la Loi unique sera votée mais elle aura ouvert des perspectives politiques nouvelles. Sous la pression du fédéralisme wallon, les structures institutionnelles du pays évolueront vers le fédéralisme.

Le syndicat n'est plus ce qu'il était...quoi de plus logique ?

En soi, le souvenir d'une place St-Lambert noire de monde et d'une foule exaltée par les espoirs de changements incarnés par André Renard ne sert à rien s'il ne dépasse pas les vitrines d'expositions et les projections de documentaires pour nous interroger sur nos luttes actuelles. Le plan d'austérité de l'époque n'était pas plus indigeste que celui qu'on tente de faire avaler aux travailleurs en 2010. Mais la solidarité entre travailleurs, la force de mobilisation et la conscience de classe qui les nourrissait ont été mises à mal par 30 années de libéralisme.

Rappelons aux nostalgiques du syndicalisme de 1960 que même si les réformes de structures sont d'une actualité brûlante, le monde du travail a subi des mutations profondes qui rendent certaines comparaisons caduques.

Outre le déclin de l'industrie et l'éclatement de certains bastions syndicaux que l'activité industrielle générait, les organisations syndicales ont dû affronter le chômage structurel, l'invasion du contrat à durée déterminée, l'explosion du travail à temps partiel, le remplacement des grandes entreprises par des zonings de PME, la puissance des actionnaires anonymes, le déclin des partis communistes européens, l'effondrement du mur de Berlin, la disparition de la presse et des médias de gauche, l'hégémonie du capitalisme et la mondialisation de l'économie. Aujourd'hui, il est rare qu'un conflit social se cantonne au périmètre de l'entreprise. Ses causes et ses conséquences traversent les frontières, se heurtent aux différentes législations et mettent en concurrence les travailleurs du monde entier. Les réfugiés économiques, les « sans papiers », le défi climatique sont autant de paramètres à englober aujourd'hui dans la réflexion et l'action syndicale. Ces métamorphoses importantes expliquent que le syndicalisme, dans sa pratique, sa manière de mobiliser, de communiquer et d'agir doit continuellement s'adapter à l'évolution de la société tout en se positionnant à contre-courant d'un environnement où tout ou presque pousse à l'individualisme.

Notre époque peut être considérée comme une occasion à ne pas manquer dans l'histoire sociale, car les travailleurs n'ont jamais été aussi nombreux à subir les effets d'une même logique capitaliste. Pour faire face à la violence économique, les syndicats n'ont d'autre choix que de s'organiser au niveau international - à commencer par l'échelle européenne - pour mener des actions qui enrayent réellement la machine libérale. Le combat qu'ont mené nos voisins français contre la réforme des retraites sera probablement le nôtre dans quelques semaines. Tant que nous agissons en ordre dispersé, nous ne ferons pas le poids. Sur le plan national, les logiques sectorielles doivent être plus régulièrement dépassées pour renforcer une action interprofessionnelle, via un syndicalisme de réseau, par exemple, qui permette de mieux sensibiliser et protéger les travailleurs dans les petites entreprises¹.

La flamme régionaliste ravivée

L'urgence d'un syndicalisme international plus efficace n'éclipse pas la réalité politique locale. 50 ans après la grande grève, l'austérité s'apprête à frapper le monde du travail et, une fois de plus, la réaction diverge au Nord et au Sud du pays. Le clivage Wallonie/Flandre couve depuis des années, exacerbant les velléités séparatistes de certains partis flamands qui ont progressivement réussi à convaincre une partie significative de la population flamande. Les dernières élections ont clairement marqué la Flandre à droite de l'échiquier politique alors que la Wallonie a massivement voté à gauche. Il en résulte une crise profonde qui paralyse le pays et une impossibilité de former un gouvernement et un programme commun depuis plus de cent jours !

¹ Plus de 99% des entreprises wallonnes sont des PME (chiffres 2008). Quand elles comptent moins de 50 travailleurs, il n'y a aucune possibilité légale d'organiser des élections sociales. Ce qui prive les travailleurs concernés d'une démocratie économique dans leur entreprise. L'objectif du syndicalisme de réseau est que, dans les entreprises où il y a une délégation syndicale FGTB, les sous-traitants qui y travaillent puissent y trouver un relais syndical.

L'heure est à la défédéralisation de compétences. Dans les négociations en cours, des pistes qui déconstruisent la solidarité au sein de l'Etat fédéral, tant par des atteintes à la sécurité sociale que par des modifications de la fiscalité sont avancées. Contrairement à la revendication flamande de « juste retour », nous prôtons un fédéralisme de coopération qui ne génère aucune concurrence entre les régions et leurs travailleurs.

Dans la tradition renardiste, des leviers économiques supplémentaires pour les trois régions du pays sont indispensables. Ce type de régionalisation leur permettrait d'atteindre des niveaux de développement économique comparables par la planification de mesures adaptées à leurs réalités. Cela éviterait toute compétition malsaine entre la Flandre, Bruxelles et la Wallonie tout en construisant les bases d'un fédéralisme de coopération efficace, avec de nouvelles solidarités pour l'ensemble du monde du travail en Belgique.

1960-2010 média et conflits sociaux : de la presse d'opinions au consensus télévisuel

Au moment du conflit social de l'hiver 60, la presse écrite dominait le paysage médiatique. Plusieurs journaux se revendiquaient de la gauche politique ou syndicale : « *Le Monde du travail* », « *Le Peuple* », « *La Wallonie* », « *La Cité* » et « *Le Drapeau rouge* » à côté d'une presse qui exprimait clairement des opinions de droite : « *La Libre Belgique* », « *le Soir* », « *L'Avenir* », « *la Meuse* » « *La Nouvelle gazette* », etc. Un conflit social -et c'est vrai encore aujourd'hui- est toujours un bon indicateur du positionnement d'un média sur l'axe gauche-droite. Les grèves de 60, par l'ampleur, la densité et la durée du conflit sont éclairantes à cet égard.

A titre d'exemple, rappelons que le journal « *la Wallonie* » défendait le point de vue des travailleurs et dans une « Une » restée célèbre, appela les miliciens à fraterniser avec la classe ouvrière. Au même moment, « *la Libre Belgique* » titrait : « La Belgique livrée à l'anarchie » et demanda au pouvoir politique et à la police de rétablir l'ordre.

D'un point de vue médiatique, il est intéressant de constater, que des opinions opposées sur le conflit étaient exprimées dans deux journaux différents, des supports distincts, physiquement identifiables. En clair, si vous achetiez la Wallonie de gauche, la défense des travailleurs était la ligne éditoriale et si vous achetiez la Libre Belgique de droite, les intérêts des patrons et du gouvernement étaient mis en avant.

Et aujourd'hui ?

Depuis 1960, le tirage de la presse écrite est en régression permanente et la presse de gauche a disparu dans la partie francophone du pays. La télévision est devenue en 50 ans le média dominant. Toute l'info (les faits et les points de vue), passe par le même support, atténuant le clivage gauche-droite, effaçant même la divergence d'intérêts dont témoigne pourtant par essence tout conflit social, au profit d'un **consensus télévisuel** dont voici quelques éléments :

- lors d'un conflit, la télévision abuse de portraits individuels (psychologiques) des travailleurs, faisant passer au second rang la dimension collective du conflit : l'émotion est privilégiée au détriment des enjeux sociaux forts.
- la télévision préfère l'opinion des sondés à l'opinion des mobilisés. Elle privilégie une suite de points de vue individuels triés sur la base du « bon client » : celui qui passe bien à la télévision.
- la télévision a tendance à dévier le conflit travailleurs/patrons ou gouvernement vers un conflit travailleurs/usagers, passant souvent sous silence les raisons du conflit.
- la hiérarchisation de l'info donne aux faits divers spectaculaires la première place mais aussi plus de temps au JT que 100 000 personnes qui manifestent contre l'austérité.
- la télévision est pour la paix civile comme valeur ultime. Une manifestation doit être « bon enfant » sinon la télévision n'adhère plus...

Et demain ?

La télévision a-t-elle ses meilleures années derrière elle, face à la montée en puissance d'internet ?

Sous nos yeux, une convergence technologique est en marche vers un média nouveau, mondialisé, aux mains d'entreprises privées (Google en tête), diffusant, en flux continu et à toute vitesse, des images, des sons et du texte sur les mêmes écrans, qu'ils soient fixes ou mobiles, exacerbant encore le consensus télévisuel.

Bien sûr, une autre façon de penser le monde existe sur le net mais reléguée sur des sites et blogs à la marge de la toile, ils ressemblent déjà à des réserves d'indiens. Certes ils peuvent décocher quelques flèches - et parfois ils font mouche -, mais le plus souvent, ils prêchent à des convaincus et restent confidentiels.

Comment élargir le cercle ? Comment être entendu par plus de citoyens et de travailleurs ?

Faisons un rêve. Créer sur cette toile, un projet médiatique crédible qui rassemble des initiatives de gauche en Wallonie et à Bruxelles, et ainsi atteindre une masse critique suffisante (en moyens financiers et humains), pour faire entendre une autre musique. Un défi colossal pour la gauche mais c'est en relevant ce défi culturel et éducationnel que celle-ci existera encore demain...

